

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2012 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité. Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport ministériel sur le rendement* du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2012 a été réalisée conformément à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

Les états financiers du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité n'ont pas fait l'objet d'un audit.

L'hon. Chuck Strahl
Président

Ottawa, Canada
Le 31 août 2012

Susan Pollak
Directrice Exécutive, agente financière supérieure

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

État de la situation financière (non audité)

au 31 mars

(en milliers de dollars)

2012

2011

Passifs

Créditeurs et charges à payer (note 4)	322	291
Indemnités de vacances	99	92
Avantages sociaux futurs (note 5)	126	318
Total des passifs nets	547	701

Actifs

Actifs financiers

Montant à recevoir du Trésor	299	269
Débiteurs et avances (note 6)	20	21
Total des actifs financiers nets	319	290

Dette nette ministérielle

228

411

Actifs non financiers

Immobilisations corporelles (note 7)	30	31
Total des actifs non financiers	30	31

Situation financière nette ministérielle

(198)

(380)

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'hon. Chuck Strahl
Président

Susan Pollak
Directrice Exécutive, agente financière supérieure

Ottawa, Canada
Le 31 août 2012

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	Résultats prévus 2012	2012	Redressé (note 11) 2011
Charges			
Plaintes	902	438	552
Études	1 179	1 043	1 102
Services internes	1 275	1 626	1 459
Total des charges	3 356	3 107	3 113
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 356	3 107	3 113
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement	-	2 796	2 520
Variations des montants à recevoir du Trésor	-	30	195
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 9)	-	463	456
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	-	(182)	(58)
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice		(380)	(438)
Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice	-	(198)	(380)

Information sectorielle (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

État de la variation de la dette nette ministérielle (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2012	2011
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(182)	(58)
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	13	14
Amortissement des immobilisations corporelles	(14)	(9)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(1)	5
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	(183)	(53)
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	411	464
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	228	411

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

État des flux de trésorerie (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

2012

2011

Activités de fonctionnement

Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	3 107	3 113
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	(14)	(9)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 9)	(463)	(456)
Variations de l'état de la situation financière :		
Diminution des débiteurs et avances	(1)	(26)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	(31)	(100)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances	(7)	9
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	192	(25)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	2 783	2 506

Activités d'investissement en immobilisations

Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)	13	14
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	13	14

Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	2 796	2 520
---	--------------	--------------

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité a été formé afin de surveiller de l'extérieur la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions et afin d'examiner les plaintes formulées par des particuliers et les rapports de ministre ayant trait à la sécurité nationale.

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité tient ses pouvoirs de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) qui a été promulguée le 16 juillet 1984. Ses premiers présidents et membres ont été nommés par le gouverneur général en conseil le 30 novembre 1984. Le Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité a le pouvoir d'établir ses propres Règles de procédure et d'employer un directeur exécutif et un personnel suffisant pour soutenir ses activités. En vertu de la Loi, il est tenu de présenter un rapport au ministre de la Sécurité publique et Protection civile au plus tard le 30 septembre à chaque année fiscale, qui, pour sa part, doit le déposer devant chaque chambre du Parlement dans les 15 premiers jours de séance des chambres après l'avoir reçu. Le Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité peut aussi demander au SCRS ou à l'inspecteur général nommé en vertu de la Loi sur le SCRS à examiner des activités particulières du Service et à lui remettre un rapport sur cet examen.

Afin d'obtenir son résultat stratégique et des résultats pour les Canadiens, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité élabore ses plans et ses priorités en fonction des activités des programmes centrales ci-après.

1.1 Plaintes

Dans le cadre de son programme des plaintes, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité reçoit les plaintes que des personnes ou des groupes portent contre le SCRS, et mène les enquêtes qui s'imposent. Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité agit ainsi à titre de tribunal administratif quasi judiciaire et indépendant, en application de la *Loi sur le SCRS*. Ses enquêtes portent sur: les plaintes «contre des activités du Service», aux termes de la *Loi sur le SCRS*; les plaintes concernant les habilitations de sécurité à des fonctionnaires ou à des fournisseurs du gouvernement fédéral; les plaintes dont le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité est saisi par la Commission canadienne des droits de la personne et qui ont trait à la sécurité du Canada; et les rapports présentés en vertu de l'article 19 de la *Loi sur la citoyenneté*.

1.2 Études

Le programme d'études a pour objectif l'analyse des activités du SCRS afin de vérifier si celui-ci s'acquitte de ses obligations et de ses fonctions de manière appropriée et efficace, et conformément à la loi, aux politiques et aux instructions ministérielles. Grâce à un programme de recherche complet et comportant de nombreux volets, le personnel du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité examine les divers aspects des opérations et activités du SCRS afin de réaliser une analyse rétrospective qui sera soumise à l'approbation du Comité.

1.3 Services internes

Les services internes englobent tous les coûts associés aux opérations quotidiennes de l'organisation (p.ex. Informatique, gestion de l'actif, installations, sécurité, établissement de rapports, gestion de l'information). L'administration des réunions auxquelles participent les membres du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité fait également partie de cette activité de programme.

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(e) Avantages sociaux futurs

- ✓ Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité découlant du régime. La responsabilité du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- ✓ Indemnités de départ : Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle au titre des prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(f) Débiteurs

Les débiteurs sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation; une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

(g) Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles dont le coût initial est de 3 000 \$ et plus sont comptabilisées à leur coût d'achat. Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels, les œuvres d'art et les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique, les biens situés dans les réserves indiennes et les collections dans les musées. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Matériel informatique	3 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Autre matériel	3 ans

(h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

(en milliers de dollars)	2012	2011
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 107	3 113
<i>Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :</i>		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	(14)	(9)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 9)	(463)	(456)
(Augmentation) diminution des indemnités de vacances	(7)	9
(Augmentation) diminution des avantages sociaux futurs	192	(25)
Remboursement de charges des exercices antérieurs	6	37
	(286)	(444)
<i>Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :</i>		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)	13	14
	13	14
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	2 834	2 683

(b) Autorisations fournies et utilisées

(en milliers de dollars)	2012	2011
Autorisations fournies :		
Crédit - Dépenses de fonctionnement	3 091	2 856
Montants législatifs	297	283
Moins :		
Périmés : Fonctionnement	(554)	(456)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	2 834	2 683

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité:

(en milliers de dollars)	2012	2011
Créditeurs - parties externes	263	247
Créditeurs - autres ministères et organismes	59	44
Total des crédoiteurs et des charges à payer	322	291

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

5. Avantages sociaux futurs

(a) Prestations de retraite

Les employés du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction l'inflation.

Tant les employés que le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2011-2012, les charges s'élèvent à 267 732 \$ (254 860 \$ en 2010-2011), soit environ 1,8 fois (1,9 fois en 2010-2011) les cotisations des employés.

La responsabilité du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

(b) Indemnités de départ

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures. Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courus.

(en milliers de dollars)	2012	2011
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	318	293
Charge pour l'exercice	26	91
Prestations versées pendant l'exercice	(218)	(66)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	126	318

6. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité :

(en milliers de dollars)	2012	2011
Débiteurs - autres ministères et organismes	20	20
Débiteurs - parties externes	-	1
Débiteurs nets	20	21

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)	Coût				Amortissement				Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2012	2011
Matériel informatique	45	5	-	50	37	3	-	40	10	8
Logiciels informatiques	6	4	-	10	-	2	-	2	8	6
Autre matériel	50	4	-	54	33	9	-	42	12	17
	101	13	-	114	70	14	-	84	30	31

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Comité de surveillance des activités de renseignement et sécurité est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. De plus, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité a conclu une entente avec le Bureau du Conseil privé concernant la prestation de services relatifs aux finances et à l'administration. En outre, au cours de l'exercice, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité a reçu gratuitement des services communs d'autres ministères, comme il est indiqué ci-dessous.

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité a reçu gratuitement des services de certains organismes de services communs relatifs aux locaux et cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité :

(en milliers de dollars)	2012	2011
Installations	309	306
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	154	150
Total	463	456

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organismes de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle du Comité de surveillance des activités de renseignement et sécurité.

b) Autres transactions entre apparentés

(en milliers de dollars)	2012	2011
Charges - autres ministères et organismes	319	411

Les charges inscrites à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrites dans la section (a).

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture des activités des programmes du Comité de surveillance des activités de renseignements et sécurité. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées pour les principales activités de programme et par principaux articles de dépenses. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

(en milliers de dollars)	Plaintes	Études	Services internes	2012	2011
Charges					
Salaires et avantages sociaux	256	917	896	2 069	2 178
Services professionnels et spéciaux	155	66	191	412	244
Installations	-	-	309	309	306
Transport et télécommunications	22	29	98	149	170
Acquisition de machines et de matériel	4	-	41	45	101
Achat de services de réparation et d'entretien	-	-	36	36	24
Information	-	31	9	40	43
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	14	14	9
Location	1	-	12	13	17
Services publics, fournitures et approvisionnement	-	-	20	20	20
Autres	-	-	-	-	1
Total des charges	438	1 043	1 626	3 107	3 113
Coût net des activités poursuivies	438	1 043	1 626	3 107	3 113

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Modification comptable

En 2011, des modifications ont été apportées à la Norme comptable 1.2 du Conseil du Trésor - États financiers des ministères et organismes pour améliorer la divulgation de l'information financière des ministères et organismes gouvernementaux. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices financiers se terminant le 31 mars 2012 et les exercices ultérieurs. Les changements principaux aux états financiers du Comité de surveillance des activités de renseignement et sécurité sont décrits ci-dessous. Ces modifications ont été appliqués sur une base rétroactive et les informations comparatives pour 2010-2011 ont été redressés.

La dette nette (représentant les passifs moins les actifs financiers) est maintenant présentée dans l'état de la situation financière. Pour accompagner ce changement, le Comité de surveillance des activités de renseignement et sécurité présente maintenant un état de la variation de la dette nette et ne présente plus un état de l'avoir.

Le financement du gouvernement et les transferts, ainsi que le crédit lié aux services fournis gratuitement par d'autres ministères, sont maintenant constatés dans l'état des résultats et de la situation financière nette du ministère sous le «coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts». Par le passé, le Comité de surveillance des activités de renseignement et sécurité constatait ces transactions directement dans l'état de l'avoir du Canada.

(en milliers de dollars)	2011 Avant ajustement	Effets de la modification	2011 Redressé
--------------------------	-----------------------------	------------------------------	------------------

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle

Financement du gouvernement et transferts

Encaisse nette fournie par le gouvernement	-	2 520	2 520
Variations des montants à recevoir du Trésor	-	195	195
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	-	456	456

12. Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.